

Table

Préface à l'édition française	13
Avant-propos	17
<i>Pourquoi les Égyptiens ont investi la place Tahrir pour renverser Hosni Moubarak, et en quoi cela nous aide à comprendre les causes de la prospérité et de la pauvreté</i>	
1. Si proches, si différents	23
<i>Nogales (Arizona) et Nogales (Sonora) ont la même population, la même culture, la même situation géographique. Alors pourquoi l'une est-elle riche et l'autre pauvre ?</i>	
2. Théories inopérantes	69
<i>Les pays pauvres ne sont pas pauvres pour des raisons culturelles ou géographiques, ni parce que leurs dirigeants ignorent comment enrichir leurs concitoyens</i>	
3. Comment naissent pauvreté et prospérité	99
<i>Prospérité et pauvreté sont déterminées par les motivations produites par les institutions, et c'est la politique qui détermine les institutions d'un pays</i>	
4. Petites différences et moments critiques : le poids de l'histoire	133
<i>Comment les institutions évoluent à la faveur de luttes politiques, et comment le passé structure le présent</i>	
5. « J'ai vu l'avenir, et il marche ! » : institutions extractives et croissance	167
<i>Ce que Staline, le roi Shyaam, la révolution néolithique et les villes-États mayas ont en commun, et pourquoi la croissance chinoise actuelle ne durera pas</i>	

6.	Dérives	201
	<i>Comment les institutions évoluent avec le temps et se mettent souvent à dériver</i>	
7.	Le grand tournant	237
	<i>Comment une révolution politique en 1688 a transformé les institutions en Angleterre et entraîné la révolution industrielle</i>	
8.	Pas de ça chez nous : les obstacles au développement	273
	<i>Pourquoi, dans de nombreux pays, les détenteurs du pouvoir politique se sont opposés à la révolution industrielle</i>	
9.	Le développement inversé	311
	<i>Comment le colonialisme européen a appauvri de vastes régions du monde</i>	
10.	La diffusion de la prospérité	345
	<i>Comment certaines régions du monde sont parvenues à la prospérité par une autre voie que celle suivie par la Grande-Bretagne</i>	
11.	Le cercle vertueux	377
	<i>Comment les institutions qui encouragent la prospérité créent une rétroaction positive qui empêche les élites de les renverser</i>	
12.	Le cercle vicieux	415
	<i>Comment les institutions qui favorisent la pauvreté créent une rétroaction négative et se maintiennent en place</i>	
13.	Pourquoi certains pays vont si mal aujourd'hui	453
	<i>Les institutions, encore et toujours</i>	

14.	Briser le moule	495
	<i>Comment une poignée de pays sont arrivés à infléchir leur trajectoire économique en changeant leurs institutions</i>	
15.	Comprendre la pauvreté et la prospérité	525
	<i>Le monde aurait pu avoir un autre visage : l'admettre, c'est déjà comprendre l'échec de la plupart des politiques anti-pauvreté</i>	
	Remerciements	567
	Essai bibliographique et sources	571
	Bibliographie	595
	Index	617

PRÉFACE

À L'ÉDITION FRANÇAISE

par Philippe Aghion

Pourquoi certains pays sont-ils riches alors que d'autres sont pauvres ? Comment expliquer que les États-Unis soient cinq fois plus riches que la Colombie ou cinquante fois plus riche que la Sierra Leone ? Dans cet ouvrage, Daron Acemoglu et James Robinson nous proposent de faire avec eux un fantastique voyage, à la fois dans le temps et à travers tous les continents, pour mieux comprendre les mystères du développement ou non-développement économique. La thèse centrale du livre est que les différences géographiques ou culturelles entre pays jouent un rôle secondaire en regard de ce qui est le plus important : les différences *institutionnelles*.

Les auteurs définissent les institutions comme les règles qui conditionnent les incitations économiques des individus, ainsi que les perspectives et opportunités qui s'offrent à eux. Ils distinguent en particulier les « institutions inclusives » des « institutions extractives ». Les institutions inclusives préservent les droits de propriété et le respect des contrats, et elles minimisent les restrictions à la liberté et à l'opportunité de créer et d'innover, ce qui stimule l'épargne, l'investissement, et le progrès technique, donc la croissance à long terme d'un pays. Au contraire, les institutions extractives freinent et inhibent l'innovation car elles ne garantissent pas les droits de propriété ou bien elles imposent des barrières à l'entrée qui protègent les intérêts acquis, mais en même temps empêchent l'éclosion de nouvelles idées et entravent le processus schumpétérien

de destruction créatrice (c'est-à-dire le remplacement permanent d'activités ou technologies existantes par de nouvelles activités et de nouvelles technologies).

La question centrale abordée dans ce livre est : pourquoi les institutions extractives qui génèrent moins de prospérité et de croissance à long terme que les institutions inclusives, sont-elles à la fois si dominantes et si persistantes de par le monde ? La réponse à cette question, qui ressort du fascinant tour du monde auquel les auteurs nous invitent dans ce livre, repose fondamentalement sur le lien entre l'économie et la politique. Les institutions extractives concentrent le pouvoir dans les mains d'un ou de quelques individus qui freinent l'innovation parce qu'ils cherchent avant tout à maintenir leur pouvoir et craignent que ce pouvoir ne soit remis en cause par l'émergence de nouvelles activités, de nouvelles entreprises, de nouvelles technologies.

L'Amérique du Sud offre sans doute le meilleur laboratoire pour comprendre comment les institutions extractives émergent et persistent. Les institutions économiques et politiques y ont été largement modelées par la colonisation initiée au *xvi^e* siècle. Le livre raconte notamment l'histoire du conquistador espagnol Juan Díaz de Solís et de son équipage : comment, en 1516, ils commencent par essayer de coloniser ce qui correspond de nos jours à l'Argentine et à l'Uruguay : ils fondent alors la ville de Buenos Aires (« bon air », car le climat y est très doux et les terres sont fertiles), mais néanmoins la colonisation échoue parce que les conquistadors font face à une population indigènes de chasseurs dispersés et bien embusqués (ceux-ci finissent par capturer puis mettre à mort Solís). Puis le reste de l'équipage continue sa route vers ce qui est maintenant le Paraguay. Et là, les choses sont bien différentes : la population indigène (les « Guaraní ») est dense et sédentaire, elle a déjà établi ses propres institutions, fortement hiérarchisées, avec une élite princière qui emploie le reste de la population. Les colonisateurs n'ont alors qu'à prendre la place de l'élite existante et à s'affirmer comme la nouvelle élite, sans par ailleurs rien changer ou presque à l'organisation hiérarchique de la société que leur ont léguée les

Guarani. Le résultat, au Paraguay comme ailleurs en Amérique latine, ce fut l'émergence d'institutions extractives où les indigènes étaient forcés de travailler pour l'élite selon les modalités de temps de travail et de salaire décidées par celle-ci, et également d'acheter les biens que l'élite mettait pour eux sur le marché. Il n'est guère surprenant qu'un tel mode d'organisation ne puisse générer de l'innovation (pas d'éducation ni d'opportunités de promotion sociale pour la population indigène) et il n'est pas surprenant non plus que ces institutions aient persisté : l'élite avait tout à perdre à tout changement économique et politique.

Le livre explique également le contraste entre l'Amérique latine et l'Amérique du Nord, qui, elle, a réussi à faire émerger des institutions inclusives et à ainsi devenir le leader mondial en matière d'innovation. De fait, l'histoire de la comparaison entre ces deux Amériques est celle d'un *revers de fortune* (en anglais *reversal of fortune*). Au départ, la plupart des régions d'Amérique latine disposaient d'une agriculture plus productive à l'époque de la colonisation, d'où une population indigène plus dense dans ces régions. Cela a favorisé l'émergence d'institutions extractives basées sur l'exploitation par une petite élite d'une main-d'œuvre abondante et corvéable à merci. Ces institutions ont favorisé une prospérité relativement plus grande dans ces régions à l'époque préindustrielle.

Un scénario similaire s'applique entre les états du Sud et les états du Nord à l'intérieur même des États-Unis : les colons du Sud ont profité de conditions climatiques favorables à l'agriculture pour exploiter une main-d'œuvre abondante, dans ce cas composée d'esclaves venus d'Afrique. Mais ce faisant, ils ont mis en place des institutions extractives similaires à celles en vigueur en Amérique latine.

Cependant, avec la révolution industrielle au XIX^e siècle, la roue s'est mise à tourner. Les régions d'Amérique du Nord (au Nord des États-Unis et au Canada) où les populations indigènes étaient trop dispersées et où l'agriculture était trop peu productive pour que puissent être mises en place des institutions extractives par les colonisateurs anglais avant l'industrialisation, ont été précisément les

régions où se sont développées des institutions plus inclusives. Il s'agissait en effet d'assurer une égalité de droits entre colons et la protection de leurs droits de propriété pour les inciter à travailler. C'est ainsi qu'ont émergé des institutions préservant mieux les droits de propriété, la libre concurrence, la libre entrée et la liberté d'entreprendre à la fois dans la sphère économique et dans la sphère politique : en un mot, des institutions qui, favorisant davantage l'innovation, ont permis au Nord de s'industrialiser plus vite que le Sud. C'est ainsi que les états du Nord, initialement moins fertiles et moins densément peuplés que leurs voisins plus au Sud, ont connu une prospérité inférieure à celle de ces derniers à l'époque préindustrielle, mais sont devenus plus riches et plus prospères avec l'industrialisation.

Je n'ai considéré ici qu'un parmi les innombrables exemples historiques décrits dans cet ouvrage. À travers ce livre qui se lit comme un roman policier qu'on ne lâche plus dès la première page, vous apprendrez pourquoi le Botswana a pu se doter d'institutions plus inclusives que ses voisins en Afrique ; vous porterez un regard neuf sur Louis XIV et Colbert, sur la Chine qui se demande si elle peut devenir une économie innovante sans changer ses institutions politiques, sur l'impasse de l'expérience soviétique en Russie, sur le pourquoi du contraste frappant entre l'évolution de la Corée du Sud et celle de la Corée du Nord, ou encore sur le destin prospère de la partie américaine et celui, moins heureux, de la partie mexicaine d'une ville frontalière entre les États-Unis et le Mexique ; vous comprendrez ce qui différencie un Bill Gates d'un Carlos Slim ; et vous comprendrez mieux le pourquoi et le comment du Printemps arabe et des événements dramatiques qui secouent actuellement le Moyen-Orient : en un mot, tout en vous distrayant comme dans un film d'Alfred Hitchcock, vous aurez le sentiment d'être devenus des experts de l'histoire économique mondiale et de l'économie du développement, car ce livre vous aura donné la clé pour comprendre le monde.

AVANT-PROPOS

Ce livre traite des énormes écarts de revenus et de niveau de vie qui séparent les pays riches comme les États-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, et les pays pauvres comme ceux de l'Afrique subsaharienne, de l'Amérique centrale et de l'Asie du Sud.

À l'heure où nous écrivons cette préface, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ont été secoués par un « printemps arabe » amorcé par la révolution dite « du jasmin », elle-même déclenchée par l'indignation qui a fait suite à l'auto-immolation d'un marchand ambulant, Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010. À la tête de la Tunisie depuis 1987, le président Ben Ali s'est retiré le 14 janvier 2011 ; or, loin de s'émousser, l'ardeur révolutionnaire face au règne d'élites privilégiées n'a fait que s'amplifier et s'est déjà propagée dans le reste du Moyen-Orient. Hosni Moubarak, qui depuis trente ans dirigeait l'Égypte d'une main de fer, a été débarqué le 11 février 2011. Pour l'heure, on ne sait ce qu'il adviendra des régimes actuellement en place au Bahreïn, en Lybie, en Syrie et au Yémen.

Dans ces pays, la colère plonge ses racines dans une grande pauvreté. Le niveau de revenus de l'Égyptien moyen correspond à 12 % de celui de l'Américain moyen, et son espérance de vie est moindre de dix ans ; 20 % de la population vit dans la misère. Aussi considérables soient-ils, de tels écarts sont minimes par rapport à ceux que l'on observe entre les États-Unis et les pays les plus pauvres du

monde, tels la Corée du Nord, la Sierra Leone et le Zimbabwe, où une bonne moitié de la population vit dans la misère.

Pourquoi l'Égypte est-elle à ce point plus pauvre que les États-Unis ? Qu'est-ce qui empêche les Égyptiens de prospérer ? La pauvreté égyptienne est-elle immuable, ou peut-on l'éradiquer ? Avant d'envisager une réponse, il semble naturel d'écouter ce que les Égyptiens eux-mêmes ont à dire de leurs problèmes et des raisons qui les ont poussés à se soulever contre le régime de Moubarak. Noha Hamed, une jeune femme de 24 ans employée dans une agence publicitaire du Caire, exprimait son opinion en ces termes lors d'une manifestation sur la place Tahrir : « Nous sommes victimes de la corruption, de l'oppression et du manque d'instruction. Nous vivons dans un système corrompu qui doit changer. » Avis partagé par un autre manifestant, Mosaab El Shami, 20 ans, étudiant en pharmacie : « J'espère que, d'ici la fin de l'année, nous aurons un gouvernement élu, que les droits universels seront appliqués et que nous aurons mis un terme à la corruption qui règne dans ce pays. » Les manifestants de la place Tahrir dénonçaient la corruption du gouvernement et son incapacité à assurer le service public, mais aussi l'absence de toute égalité des chances dans leur pays. Ils se plaignaient en particulier de la répression et de l'absence de droits politiques. Mohamed el-Baradei, ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, écrivait ainsi sur Twitter le 13 janvier 2011 : « Tunisie : répression + absence de justice sociale + refus de facteurs d'évolution pacifique = bombe à retardement. » Pour les Égyptiens comme pour les Tunisiens, l'absence de droits politiques était la cause principale de leurs problèmes économiques. Les manifestants ont alors commencé à formuler leurs revendications de manière plus systématique ; les douze premières revendications immédiates, mises en ligne par Wael Khalil (blogueur et ingénieur logiciel devenu l'un des leaders du mouvement contestataire en Égypte), visaient toutes un changement politique. Il y avait certes d'autres requêtes, comme l'augmentation du salaire minimum, mais celles-ci figuraient seulement parmi les revendications intermédiaires, dont l'application était remise à plus tard.

Les Égyptiens estiment qu'ils ont été paralysés par un état inefficace et corrompu, mais aussi par une société où ils ne peuvent exprimer leur talent, leur ambition, leur créativité et le peu d'éducation qu'on leur a prodigué. En même temps, ils admettent que ces divers problèmes ont des racines politiques. Toutes les difficultés économiques qu'ils rencontrent sont causées par la manière dont le pouvoir politique, en Égypte, est exercé et monopolisé par une petite élite. C'est là, selon eux, ce qui doit changer en priorité.

En cela, les manifestants de la place Tahrir s'écartent nettement de l'opinion courante. Quand ils cherchent à comprendre pourquoi un pays tel que l'Égypte est si pauvre, la plupart des chercheurs et des commentateurs mettent en avant des facteurs totalement différents. Pour certains, la pauvreté de l'Égypte est déterminée avant tout par sa géographie — le désert occupe l'essentiel de son territoire, elle souffre d'une pluviosité insuffisante, et ni son sol ni son climat ne permettent une agriculture productive. D'autres, en revanche, évoquent certains aspects culturels des Égyptiens qui seraient incompatibles avec le développement économique et la prospérité. Une troisième approche, la plus fréquente chez les économistes et les décideurs politiques, repose sur l'idée que les dirigeants égyptiens ignorent tout simplement ce qu'il convient de faire pour que leur pays prospère, et qu'ils n'ont encore jamais adopté les politiques et les stratégies adéquates. On devine la suite du raisonnement : si ces dirigeants avaient de meilleurs conseillers, la prospérité suivrait d'elle-même. Pour ces chercheurs et pour ces experts, donc, la confiscation du pouvoir par une petite élite qui s'enrichit aux dépens de la société n'explique en rien les problèmes économiques du pays.

Nous montrerons dans ce livre que ce sont les Égyptiens de la place Tahrir, et non la majorité des universitaires et des spécialistes, qui sont dans le vrai. Si l'Égypte est pauvre, c'est précisément parce qu'elle a été dirigée par une élite qui a organisé la société à son profit et au détriment de la majorité du peuple. Le pouvoir politique, très concentré, a permis d'enrichir grassement ceux qui l'exercent — l'ancien président Moubarak aurait ainsi amassé une fortune

de 70 milliards de dollars. Grand perdant de l'opération : le peuple égyptien, qui du reste l'a fort bien compris.

Comme nous le verrons, il se trouve que cette explication de la pauvreté égyptienne, celle qu'en donne le peuple égyptien lui-même, offre une explication générale de la pauvreté des pays pauvres. Nous montrerons que la Corée du Nord, la Sierra Leone et le Zimbabwe sont pauvres pour les mêmes raisons que l'Égypte. Si des pays comme la Grande-Bretagne et les États-Unis sont devenus riches, c'est que leurs citoyens ont renversé les élites qui contrôlaient le pouvoir et créé une société où les droits politiques étaient plus équitablement répartis, où le gouvernement était tenu de prêter l'oreille à ses citoyens et de leur rendre des comptes, et où une large majorité de la population pouvait profiter du développement économique. Nous verrons que, si l'on veut comprendre pourquoi le monde d'aujourd'hui est si inégalitaire, il faut d'abord se plonger dans le passé pour étudier la dynamique sociale des sociétés. Nous verrons que, si la Grande-Bretagne est plus riche que l'Égypte, c'est parce que l'Angleterre a connu en 1688 une révolution qui a transformé la politique et donc l'économie de ce pays. Des gens ont combattu pour obtenir davantage de droits politiques, qu'ils ont mis à profit pour étendre leur situation économique. Du coup, le pays s'est engagé sur une tout autre trajectoire politique et économique qui a mené à la révolution industrielle.

Ni cette révolution, ni les diverses technologies qu'elle a fait naître ne se sont propagées jusqu'en Égypte. Ce pays était alors sous domination de l'Empire ottoman, qui le traitait de la même manière que le ferait la famille Moubarak au xx^e siècle. Il est vrai que Napoléon Bonaparte a renversé l'Empire ottoman en 1798, mais l'Égypte est alors tombée sous le joug du colonialisme britannique, qui ne se souciait pas plus que les Ottomans de la voir s'épanouir. Les Égyptiens ont certes mis à bas l'Empire ottoman et l'Empire britannique, avant de renverser leur propre monarchie en 1952, mais ces révolutions-là ne sont pas comparables à celle de 1688 en Angleterre ; loin de transformer en profondeur la politique du pays, elles ont porté au pouvoir une autre élite, aussi peu soucieuse que

les Ottomans et les Britanniques de la prospérité des Égyptiens ordinaires. En conséquence, la structure de base de la société n'a pas changé, et l'Égypte est restée pauvre.

Nous verrons dans ce livre comment de tels modèles se reproduisent dans le temps et pourquoi ils se trouvent parfois altérés, comme dans l'Angleterre de 1688 ou la France de 1789. Cette analyse nous aidera à voir si la situation a évolué en Égypte aujourd'hui et si la révolution qui a renversé Moubarak peut conduire à de nouvelles institutions susceptibles d'apporter la prospérité à l'Égyptien moyen. Le pays a déjà connu des révolutions qui n'ont pas fait évoluer les choses, car leurs meneurs ont simplement repris les rênes du pouvoir à ceux qu'ils renversaient et recréé un système similaire. De fait, il est difficile pour des citoyens ordinaires d'acquérir un véritable pouvoir politique et de réformer l'organisation de la société. Mais la chose reste possible, et nous verrons comment cela s'est produit en Angleterre, en France et aux États-Unis, mais aussi au Japon, au Botswana et au Brésil. Pour qu'une société pauvre devienne riche, elle doit nécessairement en passer par une transformation politique de cet ordre. Il semble qu'une telle évolution soit aujourd'hui à l'œuvre en Égypte. Pour citer Reda Metwaly, un autre manifestant de la place Tahrir : « On voit maintenant s'unir des musulmans et des chrétiens, des jeunes et des vieux, pour réclamer la même chose. » Dans les transformations politiques évoquées ci-dessus, nous le verrons, un ample soulèvement social constitue un élément indispensable. Si nous parvenons à comprendre quand et pourquoi de telles transitions se produisent, nous serons plus à même de prédire quand elles échouent, comme cela s'est si souvent produit par le passé, et quand on peut espérer qu'elles soient couronnées de succès et améliorent la vie de millions de gens.